

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/204344]

19 JUILLET 2018. — Décret intégrant le programme stratégique transversal dans la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'action sociale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. A l'article 26*bis* de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, inséré par l'arrêté royal du 31 décembre 1983 et modifié par le décret du 8 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est complété par un 8^o rédigé comme suit :

« 8^o le programme stratégique transversal visé à l'article 27*ter*. »;

2^o le paragraphe 2 est complété par un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o le programme stratégique transversal visé à l'article L1123-27 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. ».

Art. 3. Dans la même loi, il est inséré un article 27*ter* rédigé comme suit :

" Art. 27*ter*. § 1^{er}. Dans les deux mois après son installation, le conseil de l'action sociale adopte une déclaration de politique sociale couvrant la durée de son mandat et comportant au moins les principaux projets politiques ainsi qu'un volet budgétaire reprenant les grandes orientations en la matière.

§ 2. Le conseil de l'action sociale adopte un programme stratégique transversal dans les six mois qui suit son installation ou après le renouvellement du conseil conformément à l'article 10, § 3, suite à l'adoption d'une motion de méfiance concernant l'ensemble du collège communal visée à l'article L1123-14, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le programme stratégique transversal est un outil de gouvernance pluriannuel qui reprend la stratégie développée par le conseil de l'action sociale pour atteindre les objectifs stratégiques qu'il s'est fixés. Cette stratégie se traduit par le choix d'objectifs opérationnels, de projets et d'actions, définis notamment au regard des moyens humains et financiers à disposition.

Le programme stratégique transversal repose sur une collaboration entre le conseil de l'action sociale et l'administration.

Le conseil de l'action sociale peut déléguer la programmation stratégique au bureau permanent. En cas de délégation, le conseil de l'action sociale prend acte du programme stratégique transversal.

Le programme stratégique transversal est soumis à une évaluation par le conseil de l'action sociale au minimum à mi-législature et au terme de celle-ci. En cas de délégation, le bureau permanent réalise ces évaluations et le conseil de l'action sociale en prend acte.

Le comité de direction constitue un rapport d'exécution dont le conseil de l'action sociale prend acte et se saisit pour réaliser, dans le courant du premier semestre de l'année du renouvellement intégral des conseils communaux, la dernière évaluation de la législature. En cas de délégation, le conseil de l'action sociale et le bureau permanent prennent acte de ce rapport d'exécution.

Le rapport d'exécution et la dernière évaluation de la législature sont transmis au conseil de l'action sociale issu des élections suivantes.

Le programme stratégique transversal peut être actualisé en cours de législature.

Il est publié de la manière prescrite par le conseil de l'action sociale. Il est mis en ligne sur le site internet du centre public d'action sociale ou à défaut, de la commune.

Pour le premier programme stratégique transversal de la législature 2018-2024, le délai de six mois prévu à l'alinéa 1^{er} est porté à neuf mois.

§ 3. La délibération du conseil de l'action sociale prenant acte ou adoptant le programme stratégique transversal est communiqué au Gouvernement. ».

Art. 4. A l'article 41 de la même loi, remplacé par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

« Aux conditions et modalités arrêtées par le Gouvernement, le bureau permanent procède à l'évaluation du directeur général, du directeur général adjoint et du directeur financier.

L'évaluation s'appuie sur le rapport de planification.

Le bureau permanent élabore un rapport de planification déterminant les objectifs que le directeur général, le directeur général adjoint et le directeur financier doivent, chacun pour ce qui les concerne, atteindre dans le cadre des missions que leur confie notamment l'article 41*ter*.

La délibération du bureau permanent adoptant le rapport de planification est communiquée, pour information, au conseil de l'action sociale et au Gouvernement. »;

2^o il est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« Avant l'engagement de toute procédure afin de pourvoir l'emploi de directeur général, le conseil de l'action sociale peut nommer immédiatement à cet emploi le directeur général adjoint, pour autant que ce dernier réunisse toutes les conditions de nomination à l'emploi de directeur général.

L'évaluation visée à l'alinéa 6, si elle est :

1^o « excellente » permet l'octroi d'une bonification financière équivalente à une annale supplémentaire;

2 « réservée » a pour conséquence :

a) de maintenir le traitement en l'état jusqu'à la prochaine évaluation;

b) d'établir une évaluation intermédiaire six mois après cette évaluation réservée;

3 « défavorable » a pour conséquence :

- a) de maintenir le traitement en l'état jusqu'à la prochaine évaluation;
- b) d'établir une évaluation intermédiaire un an après cette évaluation défavorable.

Après deux évaluations défavorables successives définitivement établies, le conseil de l'action sociale peut notifier la proposition de licenciement pour inaptitude professionnelle.

Il y a dans un même centre public d'action sociale ou entre une commune et un centre public d'action sociale, incompatibilité entre l'exercice de la fonction de directeur général en titre, adjoint, ou en qualité de faisant fonction et l'exercice de la fonction de directeur financier en titre ou faisant fonction. »

Art. 5. L'article 41bis de la même loi, inséré par le décret du 18 avril 2013, est abrogé.

Art. 6. L'article 41ter de la même loi, inséré par le décret du 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 41ter. § 1^{er}. Dans les centres publics d'action sociale dont la commune compte plus de 10.000 habitants, le conseil de l'action sociale peut adjoindre au directeur général un fonctionnaire, auquel il est donné le titre de directeur général adjoint.

Le directeur général adjoint d'un centre public d'action sociale d'une commune peut être nommé directeur général adjoint de cette commune. Il ne peut toutefois pas être nommé directeur général adjoint d'une autre commune, ni directeur général adjoint du centre public d'action sociale d'une autre commune.

Les prestations totales ne pourront en aucun cas porter le volume global de toutes les activités cumulées à plus d'un temps plein.

Le conseil communal et le conseil de l'action sociale déterminent de commun accord, la répartition du temps de travail du directeur général adjoint commun au profit des deux institutions. La charge salariale incombant respectivement à la commune et au centre public d'action sociale est proportionnelle au temps de travail presté au profit de chacune des deux institutions.

§ 2. Le directeur général adjoint :

- 1° aide le directeur général dans l'exercice de ses fonctions;
- 2° accomplit d'office toutes les fonctions du directeur général si celui-ci est absent.

§ 3. Le conseil de l'action sociale fixe l'échelle barémique des traitements du directeur général adjoint.

Ce traitement est inférieur à celui qui est fixé pour le directeur général. Il ne peut toutefois pas être inférieur à 75 % de l'échelle barémique du directeur général.

Lorsque le directeur général adjoint accomplit toutes les fonctions du directeur général absent, son échelle barémique correspond à cent pour cent de l'échelle barémique du directeur général.

§ 4. Le directeur financier d'un centre public d'action sociale d'une commune de 35.000 habitants ou moins peut être nommé directeur financier de cette commune si le volume global de toutes les activités cumulées ne porte pas à plus de 1,25 fois la durée de travail de l'emploi à temps plein. Il ne peut pas être nommé directeur financier d'une autre commune.

Le conseil de l'action sociale et le conseil communal déterminent de commun accord la répartition du temps de travail du directeur financier au profit des deux institutions, dans le respect de la limite maximale de 1,25 fois visées à l'alinéa 1^{er}. La charge salariale incombant respectivement au centre public d'action sociale et à la commune, est proportionnelle au temps de travail presté au profit de chacune des deux institutions.

Le directeur financier d'un centre public d'action sociale d'une commune de 35.000 habitants ou moins, s'il n'est pas nommé directeur financier de cette commune par application de l'alinéa 1^{er}, peut être nommé directeur financier du centre public d'action sociale d'une autre commune.

Dans ce cas, son temps de travail est réparti entre les deux centres publics d'action sociale à raison d'un mi-temps au sein de chaque centre, sur base de modalités à déterminer conventionnellement par les conseils de l'action sociale concernés.

Art. 7. A l'article 42, § 3, de la même loi, inséré par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 2 est supprimé.
- 2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le comité de direction :

1° participe à l'élaboration du programme stratégique transversal et soutient le conseil de l'action sociale ou, en cas de délégation, le bureau permanent;

- 2° assure le suivi du programme stratégique transversal dans le cadre de sa mise en œuvre. ».

Art. 8. L'article 43, alinéa 5, de la même loi, est remplacé comme suit :

« Dans la mesure où le centre applique l'article L1124-21, § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le directeur financier du centre est nommé par le conseil de l'action sociale. Dans ce cas, il exerce la fonction de directeur financier du centre dans les locaux de ce dernier et selon un horaire déterminé de commun accord par le centre et la commune. ».

Art. 9. A l'article 45 de la même loi, modifié par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Sous le contrôle du président du conseil de l'action sociale, le directeur général instruit les affaires, dirige l'administration et est le chef du personnel et du directeur général adjoint lorsque ce dernier agit en qualité de directeur général adjoint du directeur général du CPAS. Il arrête le projet d'évaluation de chaque membre du personnel et le transmet à l'intéressé et au bureau permanent.

- 2° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa 8 rédigé comme suit :

« Le directeur général est également chargé de la mise en œuvre du programme stratégique transversal. »;

3° dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est complété par les phrases suivantes :

« L'absence ou l'inexistence d'un supérieur hiérarchique n'empêche pas le directeur général d'exercer sa compétence. Il en est de même en cas d'absence de rapport du supérieur hiérarchique. »;

4° dans le paragraphe 4, l'alinéa 2 est complété par les phrases suivantes :

« Si le directeur général ne désigne personne, en cas d'absence temporaire de moins de sept jours, le bureau permanent peut désigner un directeur général faisant fonction. Au-delà de cette période de sept jours, le bureau permanent en désigne un. »;

5° dans le paragraphe 4, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le directeur général faisant fonction bénéficie de l'échelle de traitement du titulaire. S'il est choisi parmi les agents du centre, il bénéficie d'une allocation égale à la différence entre la rémunération dont il bénéficierait s'il était titulaire du grade de directeur général et la rémunération dont il bénéficie dans son grade effectif. ».

Art. 10. A l'article 46 de la même loi, remplacé par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, 6°, les mots « égale ou supérieure à 22.000 euros, à » sont remplacés par les mots « supérieure à 22.000 euros hors T.V.A., à »;

2° dans le paragraphe 2, 7°, alinéa 1^{er} :

a) les mots « et du bureau » sont remplacés par les mots « ou du bureau »;

b) les mots « inférieure à 22.000 euros, dans les » sont remplacés par les mots « égale ou inférieure à 22.000 euros hors T.V.A. dans les »;

3° dans le paragraphe 2, 7°, alinéa 2 :

a) les mots « Le délai de dix jours visé au 6° » sont remplacés par les mots « le délai de dix jours visé aux 6° et 7° »;

b) la phrase « En cas d'urgence dûment motivée, le délai peut être ramené à cinq jours. » est remplacée par la phrase « En cas d'urgence dûment motivée, le délai de base de dix jours ouvrables visé aux 6° et 7°, peut être ramené à cinq jours ouvrables. ».

4° le paragraphe 2 est complété par le 9° rédigé comme suit :

« 9° d'effectuer le suivi financier du programme stratégique transversal. »;

5° dans le paragraphe 6, alinéa 1^{er}, le mot « remplaçant » est remplacé par les mots « directeur financier faisant fonction »;

6° dans le paragraphe 6, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Dans les autres cas, le bureau permanent désigne un directeur financier faisant fonction. »;

7° dans le paragraphe 6, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Les dispositions relatives à la prestation de serment lui sont applicables sauf si le directeur financier faisant fonction est désigné pour une durée de moins de trente jours. »;

8° dans le paragraphe 6, alinéa 5, les mots « Le directeur financier faisant fonction bénéficie du traitement du titulaire » sont remplacés par les mots « Le directeur financier faisant fonction bénéficie de l'échelle de traitement du titulaire. S'il est choisi parmi les agents du centre, il bénéficie d'une allocation égale à la différence entre la rémunération dont il bénéficierait s'il était titulaire du grade de directeur financier et la rémunération dont il bénéficie dans son grade effectif »;

9° dans le paragraphe 7, alinéa 2, les mots « et les recours ouverts auprès du collège provincial ou du conseil provincial » sont abrogés.

Art. 11. Dans l'article 54bis, § 2, alinéa 2, de la même loi, inséré par le décret du 30 avril 2009, les mots « à dater de la réception de la décision » sont remplacés par les mots « à dater de la réception de la décision ainsi que de l'ensemble des pièces afférentes à l'affaire par le président ou le cas échéant par le vice-président ».

Art. 12. Dans l'article 54ter, § 2, de la même loi, inséré par le décret du 30 avril 2009 et remplacé par le décret du 18 avril 2013, les mots « à l'exception des agents promus visés par l'article 11, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les dispositions générales d'établissement des statuts administratif et pécuniaire des emplois susvisés, » sont abrogés.

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge* et s'applique à partir du renouvellement des conseils de l'action sociale qui fera suite aux élections communales et provinciales du 14 octobre 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 juillet 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie,
du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux,
du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 1137 (2017-2018) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 17 juillet 2018.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/204344]

19 JULI 2018. — Decreet tot opname van het overkoepelend strategisch programma in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. In artikel 26*bis* van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 31 december 1983 en gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden volgende wijzigingen ingevoegd :

1^o paragraaf 1 wordt aangevuld met een 8^o, luidend als volgt :

« 8^o het overkoepelend strategisch programma bedoeld in artikel 27*ter*. »;

2^o paragraaf 2 wordt aangevuld met een 3^o, luidend als volgt :

"3^o het overkoepelend strategisch programma bedoeld in artikel LL1123-27 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie."

Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel 27*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 27*ter*. § 1. Binnen twee maanden na zijn installatie neemt de raad voor maatschappelijk welzijn een sociale beleidsverklaring voor de duur van zijn mandaat af, dat minstens de belangrijkste beleidsplannen alsmede een begrotingsonderdeel met de grote lijnen terzake bevat.

§ 2. De raad voor maatschappelijk welzijn neemt een overkoepelend strategisch programma aan binnen de zes maanden volgend op zijn installatie of na de hernieuwing van de raad overeenkomstig artikel 10, § 3.

Het overkoepelend strategisch programma is een meerjarig beleidsinstrument dat de strategie bevat die de raad voor maatschappelijk welzijn ontwikkeld om de strategische doelstellingen die hij heeft vastgelegd, te bereiken. Deze strategie resulteert in de keuze van operationele doelstellingen, projecten en acties die meer bepaald zijn omschreven rekening houdend met de ter beschikking zijnde menselijke en financiële middelen.

Het overkoepelend strategisch programma is gegrond op een samenwerking tussen de raad voor maatschappelijk welzijn en de administratie.

De raad voor maatschappelijk welzijn kan de strategische programmering overdragen aan het vast bureau. Bij een overdracht neemt de raad voor maatschappelijk welzijn akte van het overkoepelend strategisch programma.

Het overkoepelend strategisch programma wordt door de raad voor maatschappelijk welzijn minstens halfweg de legislatuur en na afloop ervan onderworpen aan een evaluatie. Bij een overdracht voert het vast bureau deze evaluaties uit en de raad voor maatschappelijk welzijn neemt er akte van.

Het directiecomité stelt een uitvoeringsrapport samen, waarvan de raad voor maatschappelijk welzijn akte neemt en zelf in de loop van het eerste halfjaar van het jaar van de algehele hernieuwing van de gemeenteraden de laatste evaluatie van de legislatuur uitvoert. Bij een overdracht nemen de raad voor maatschappelijk welzijn en het vast bureau akte van dat uitvoeringsrapport.

Het uitvoeringsrapport en de laatste evaluatie van de legislatuur worden overgemaakt aan de raad voor maatschappelijk welzijn voortvloeiend uit de volgende verkiezingen.

In de loop van de legislatuur is een actualisering van het overkoepelend strategisch programma mogelijk.

Het wordt op de wijze, bepaald door de raad voor maatschappelijk welzijn, bekendgemaakt. Het wordt op de website van de raad voor maatschappelijk welzijn of, bij gebreke, van de gemeente gepubliceerd.

Voor het eerste overkoepelend strategisch programma van de legislatuur 2018-2024 wordt de termijn van zes maanden bedoeld in lid één op negen maanden gebracht.

§ 3. De beraadslaging van de raad voor maatschappelijk welzijn die akte neemt van het overkoepelend strategisch programma of het aanneemt, aan de Regering medegedeeld. ».

Art. 4. Artikel 41 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt :

1^o het zesde lid wordt vervangen als volgt :

"Het vast bureau gaat over tot de evaluatie van de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de financieel directeur onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten waarin de Regering voorziet.

De evaluatie is gegrond op het planificatierapport.

Het vast bureau werkt een planificatierapport uit, dat de doelstellingen bepaalt welke de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de financieel directeur moeten, elk voor wat ze betreft, moeten bereiken in het kader van de opdrachten die zij met name op basis van artikel 41ter toevertrouwd krijgen.

De beraadslaging van het vast bureau waarmee het planificatierapport ter informatie medegedeeld wordt aan de raad voor maatschappelijk welzijn en aan de Regering.;

2° het artikel wordt aangevuld met vier leden, luidend als volgt :

« Voordat aangevangen wordt met een procedure voor de invulling van de betrekking van directeur-generaal kan de raad voor maatschappelijk welzijn onmiddellijk de adjunct-directeur-generaal voor die betrekking benoemingen voor zover laatstgenoemde alle voorwaarden vervult om in de betrekking van directeur-generaal benoemd te worden.

De evaluatie bedoeld in lid 6 heeft tot gevolg :

1° als ze "uitstekend" is, de mogelijke toekenning van een financiële toelage die gelijk is aan een bijkomende jaarlijkse verhoging;

2° « met voorbehoud »,

a) de instandhouding van de wedde in dezelfde staat tot aan de eerstvolgende evaluatie;

b) de vaststelling van een tussentijdse evaluatie zes maanden na die evaluatie met voorbehoud;

3° « ongunstig »,

a) de instandhouding van de wedde in dezelfde staat tot aan de eerstvolgende evaluatie;

b) de vaststelling van een tussentijdse evaluatie één jaar na die evaluatie met voorbehoud;

Na twee opeenvolgende ongunstige evaluaties, definitief toegewezen, kan de Raad voor maatschappelijk welzijn kennis geven van het voorstel tot ontslag wegens beroepsbekwaamheid.

Er is in éénzelfde openbaar centrum voor openbaar welzijn of tussen een gemeente en een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn onverenigbaarheid tussen de uitoefening van het ambt van directeur-generaal, ongeacht of hij titelvoerend, adjunct of waarnemend is, en de uitoefening van het ambt van titelvoerend of waarnemend financieel directeur."

Art. 5. Artikel 41bis van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 18 april 2013, wordt opgeheven.

Art. 6. Artikel 41ter van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 18 april 2013, wordt vervangen als volgt :

"Art. 41ter. § 1. In de openbare centra voor maatschappelijk welzijn waarvan de gemeente meer dan 10 000 inwoners telt, kan de raad voor maatschappelijk welzijn de directeur-generaal laten bijstaan door een ambtenaar aan wie de hoedanigheid van adjunct-directeur-generaal wordt verleend.

De adjunct-directeur-generaal van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente kan benoemd worden tot adjunct-directeur-generaal van die gemeente. Hij kan evenwel niet benoemd worden tot adjunct-directeur-generaal van een andere gemeente, noch tot adjunct-directeur-generaal van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een andere gemeente.

De totale prestaties mogen geenszins het globale volume van alle samengetelde activiteiten op meer dan één voltijdse activiteit brengen.

De gemeenteraad en de raad voor maatschappelijk welzijn bepalen onderling de werktijdverdeling van de adjunct-directeur-generaal ten bate van beide instellingen. De weddelast voor, respectievelijk, de gemeente en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn staat in verhouding tot de voor beide instellingen geleverde arbeid.

§ 2. De adjunct-directeur-generaal :

1° staat de directeur-generaal bij in de uitoefening van diens ambt;

2° vervult ambtshalve alle functies van de directeur-generaal indien hij afwezig is.

§ 3. De weddeschaal van de adjunct-directeur-generaal wordt bepaald door de raad voor maatschappelijk welzijn.

Die wedde blijft lager dan die van de directeur-generaal van het centrum. Hij mag evenwel niet lager zijn dan 75 % van de weddeschaal van de directeur-generaal.

Wanneer de adjunct-directeur-generaal alle functies van de afwezige directeur-generaal vervult, stemt zijn weddeschaal honderd procent overeen met de weddeschaal van de directeur-generaal.

§ 4. De financieel directeur van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van 35.000 inwoners of minder kan tot financieel directeur van die gemeente benoemd worden als het globale volume van de samengetelde activiteiten de duur van zijn voltijdse betrekking niet op 1,25 maal deze voltijdse betrekking brengt. Hij kan niet benoemd worden tot financieel directeur van een andere gemeente.

De gemeenteraad en de raad voor maatschappelijk welzijn bepalen onderling de werktijdverdeling van de adjunct-directeur-generaal ten bate van beide instellingen, met inachtneming van de maximumgrens van 1,25 maal bedoeld in lid 1. De weddelast voor, respectievelijk, de gemeente en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn staat in verhouding tot de voor beide instellingen geleverde arbeid.

De financieel directeur van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van 35.000 inwoners of minder kan, als hij niet benoemd wordt tot financieel directeur van die gemeente bij toepassing van lid 1, tot financieel directeur van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een andere gemeente benoemd worden.

In dat geval wordt zijn werktijd onder beide openbare centra voor maatschappelijk welzijn verdeeld naar rato van een halftijdse betrekking binnen elk centrum, volgens modaliteiten die bij overeenkomst bepaald moeten worden door de betrokken raden voor maatschappelijk welzijn. ».

Art. 7. In artikel 42, § 3, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 18 april 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid vervalt.

2° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Het directiecomité :

1° neemt deel aan de uitwerking van het overkoepelend strategisch programma en ondersteunt de raad voor maatschappelijk welzijn, of bij overdracht, het vast bureau;

2° waarborgt de opvolging van het overkoepelend strategisch programma in het kader van de uitvoering ervan. ».

Art. 8. Artikel 43, vijfde lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

“Voor zover het centrum artikel L1124-21, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie toepast, wordt de financieel directeur van het centrum benoemd door de raad voor maatschappelijk welzijn. In dat geval oefent hij de functie van financieel directeur van het centrum uit in de lokalen ervan en volgens een uurrooster in gemeenschappelijk overleg bepaald door het centrum en de gemeente. ”.

Art. 9. Artikel 45 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 1 wordt het vijfde lid vervangen als volgt :

« Onder de controle van de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn behandelt de directeur-generaal de zaken, leidt de administratie en is overste van het personeel en van de adjunct-directeur-generaal wanneer laatstgenoemde optreedt als adjunct-directeur-generaal van de directeur-generaal van het OCMW. In dat kader maakt hij het ontwerp van de evaluatie van elk personeelslid op alvorens het aan de betrokkene en aan het vast bureau te richten.

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid 8 luidend als volgt :

“De directeur-generaal is eveneens belast met de uitvoering van het overkoepelend strategisch programma. »;

3° in § 3, wordt het eerste lid aangevuld met volgende zinnen :

« De afwezigheid of het niet-bestaan van een hiërarchische overste verhindert de directeur-generaal niet, zijn bevoegdheid uit te oefenen. Hetzelfde geldt bij gebreke van rapport van de hiërarchische overste.”;

4° in § 4, wordt het eerste lid aangevuld met volgende zinnen :

« Als de directeur-generaal niemand aanwijst bij een tijdelijke afwezigheid van minder dan zeven dagen kan het vast bureau een waarnemend directeur-generaal aanwijzen. Als die periode van zeven dagen afgelopen is, wijst het vast bureau er één aan.”;

5° in paragraaf 4 wordt het derde lid vervangen als volgt :

“De waarnemend directeur-generaal geniet de weddeschaal van de titularis. Als hij gekozen wordt uit de personeelsleden van het centrum, krijgt hij een toelage gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging die hij zou krijgen als hij titularis zou zijn van de graad van directeur-generaal en de bezoldiging die hij in zijn daadwerkelijke graad krijgt. ”.

Art. 10. Artikel 46 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 2, 6°, worden de woorden “van 22.000 euro of meer” vervangen door de woorden “van meer dan 22.000 euro, excl. B.T.W.”;

2° in § 2, 7°, eerste lid :

a) worden de woorden “en van het vast bureau” vervangen door de woorden “of van het vast bureau”;

b) worden de woorden “van minder dan 22.000 euro” vervangen door de woorden “gelijk aan of kleiner dan 22.000 euro, excl. B.T.W.”;

3° in § 2, 7°, tweede lid :

a) worden de woorden “De termijn van tien dagen bedoeld onder 6°” vervangen door de woorden “De termijn van tien dagen bedoeld onder 6° en 7°”;

b) wordt de zin “In geval van behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan die termijn tot vijf dagen ingekort worden” vervangen door de zin “In geval van behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan de basistermijn van tien werkdagen bedoeld onder 6° en 7° tot vijf werkdagen ingekort worden.”.

4° wordt § 2 aangevuld met een punt 9° luidend als volgt :

“9° de financiële opvolging van het overkoepelend strategisch programma.”;

5° in paragraaf 6, eerste lid, wordt het woord “plaatsvervanger” vervangen door de woorden “waarnemend financieel directeur”;

6° in § 6 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“In alle andere gevallen wijst het vast bureau een waarnemend financieel directeur aan.”;

7° in § 6 wordt het vierde lid vervangen als volgt :

“De bepalingen betreffende de eedaflegging zijn van toepassing op hem tenzij de waarnemend financieel directeur voor een duur van minder dan dertig dagen wordt aangewezen.”;

8° in paragraaf 6, lid 5, van de Franse versie worden de woorden “Le directeur financier faisant fonction bénéficiaire du traitement du titulaire” vervangen door de woorden “Le directeur financier faisant fonction bénéficiaire de l'échelle de traitement du titulaire”. Als hij gekozen wordt uit de personeelsleden van het centrum, krijgt hij een toelage gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging die hij zou krijgen als hij titularis zou zijn van de graad van directeur-generaal en de bezoldiging die hij in zijn daadwerkelijke graad krijgt”;

9° in § 7, tweede lid, worden de woorden “en de bij het provinciecollege of de provincieraad ingestelde beroepen” opgeheven.

Art. 11. In artikel 54bis, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, worden de woorden “te rekenen van de datum van ontvangst van de beslissing” vervangen door de woorden “te rekenen van de datum van ontvangst van de beslissing en van het geheel van de stukken betreffende de zaak door de voorzitter of, in voorkomend geval, door de ondervoorzitter”.

Art. 12. In artikel 54^{ter}, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009 en vervangen bij het decreet van 18 april 2013, worden de woorden "met uitzondering van de bevorderde personeelsleden bedoeld in artikel 11, § 2, van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de algemene voorschriften tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut i.v.m. bovenbedoelde betrekkingen" opgeheven.

Art. 13. Dit decreet treedt in werking tien dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en is van toepassing vanaf de integrale hernieuwing van de raden voor maatschappelijk welzijn als gevolg van de verkiezingen van de gemeenteraden en de provincieraden van 14 oktober 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 juli 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën,
Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen,
Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement, 1137 (2017-2018) Nrs 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 17 juli 2018.

Bespreking.

Stemming.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2018/13426]

Buitenlandse consulaten in België

Op 20 augustus 2018 heeft de heer Arthur FLIEGER de nodige volmacht ontvangen om het ambt van Ereconsul van de Republiek van Roemenië te Antwerpen uit te oefenen, met als consulaire ressort het Vlaams Gewest, met uitzondering van de provincie West-Vlaanderen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2018/13426]

Consulats étrangers en Belgique

Le 20 août 2018, M. Arthur FLIEGER a reçu l'autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul honoraire de la République de Roumanie à Anvers avec comme circonscription consulaire la Région flamande, à l'exception de la Province de la Flandre Occidentale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2018/13413]

Dossier 235/13236 OCTIES Elektrische verbindingen. — Wegvergunningen

Bij het koninklijk besluit van 17 augustus 2018, wordt het besluit van de provincie Vlaams-Brabant van 24 mei 2018, waarbij een bijvoegsel (index: 235/13236 octies) aan een wegvergunning wordt verleend aan de nv Elia Asset voor de hernieuwing van de bovengrondse elektrische verbinding tussen het onderstation Buizingen en het onderstation Drogenbos, op een spanning van 150 kV, met een frequentie van 50 Hz, op het grondgebied van de stad Halle en de gemeenten Beersel, Sint-Pieters-Leeuw, Drogenbos en Vorst, goedgekeurd.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2018/13413]

Dossier 235/13236 OCTIES Connexions électriques. — Permissions de voirie

Par arrêté royal du 17 août 2018, est approuvé l'arrêté de la province du Brabant flamand du 24 mai 2018, accordant un avenant à la permission de voirie (index : 235/13236 octies) à la SA Elia Asset pour le renouvellement de la liaison électrique aérienne entre le poste de Buizingen et le poste de Drogenbos, à la tension de 150 kV, à une fréquence de 50 Hz, sur le territoire de la ville de Halle et des communes de Beersel, Sint-Pieters-Leeuw, Drogenbos et Forest.